

AVENANT DU 8 JUILLET 2009

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES LABORATOIRES D'ANALYSES MEDICALES EXTRA-HOSPITALIERS

Portant révision de l'article 1 des dispositions générales de la convention collective nationale des laboratoires d'analyses médicales extra-hospitaliers

Entre

Syndicat des Biologistes (SDB)
11 rue de Fleurus 75006 PARIS

Syndicat National des Médecins Biologistes (SNMB)
133 bld du Montparnasse 75006 PARIS

Syndicat des Laboratoires de Biologie Clinique (SLBC)
6 place de la Madeleine 75008 PARIS

et

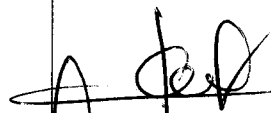
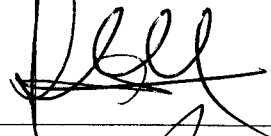
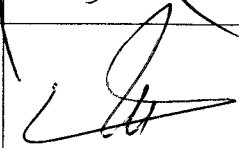

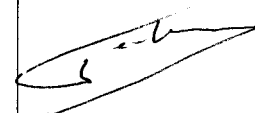

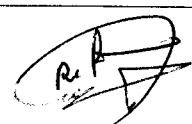
Fédération Nationale des Syndicats des services de santé, services sociaux (CFDT)
47 avenue Simon Bolivar 75019 PARIS

Fédération Nationale Force Ouvrière des industries de la pharmacie, droguerie et laboratoires d'analyses (FO)
7 passage Tenaille 75014 PARIS

Fédération des industries chimiques (CGT)
263 rue de Paris, case 429 93514 MONTREUIL CEDEX

Fédération CFTC santé et sociaux
10 rue Leibniz 75018 PARIS

FFASS-CFE-CGC
39 rue Victor Massé 75009 PARIS

Noms	Signatures
BUMONT	
COLSON	
PHILIPP	
DROUET	
TECHER	
NON SIGNATAIRE	
PARINET	
AL RIFAI	

Vu l'article L.2222-1 du Code du travail relatif à la détermination du champ d'application des conventions et accords collectifs de travail,

Vu le décret n° 2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits françaises,

Les parties soussignées ont décidé de réécrire le champ d'application de la convention collective nationale des laboratoires d'analyses médicales extra-hospitaliers.

En conséquence il a été convenu ce qui suit :

- L'article 1 « Champ d'application » des dispositions générales de la convention collective nationale des laboratoires d'analyses médicales extra-hospitaliers est abrogé et remplacé par l'article 1 « Champ d'application » ci-après :

Article 1 champ d'application

La présente convention collective nationale et ses annexes (code NAF 86.90B par référence à la nomenclature d'activités française entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008) règle sur le territoire national, département d'Outre-Mer, Saint Barthélémy, Saint Martin, Saint Pierre et Miquelon compris, au sein des laboratoires d'analyses médicales extra-hospitaliers, les rapports de travail entre les employeurs et le personnel salarié.

Le présent avenant entrera en vigueur à partir du premier jour suivant la date de son dépôt effectué conformément aux dispositions légales.

Son extension sera demandée par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, Le 08 juillet 2009

B

TT

WA

g

NP

e

g